

# L'ingérence écologique face au risque climatique

Le cas de l'Amazonie brésilienne

Willy Delvalle

Journée Doctorale 2022

Ecole Normale Supérieure-Université PSL

Paris, le 14 avril 2022

# Plan

1. **Questions de recherche et précédent théorique**
2. **Objets d'étude**
3. **Hypothèses**

1. Question de recherche :

L'ingérence écologique se justifie-t-elle face à une politique nationale destructrice des écosystèmes ?

# La problématique de l'ingérence est un débat majeur au sein des relations internationales (Defarges, 2006)

## Six éléments (Ibid.):

- 1) L'ingérence comme un aspect permanent des relations internationales, étant justifiée par des impératifs supérieurs, selon les conjonctures politiques, juridiques ou rhétoriques
- 2) La multiplication et banalisation des interventions, comme dans le domaine humanitaire, économique et politique depuis les années 1990
- 3) Le droit d'ingérence provoque de l'hostilité de la part des pays du "Tiers Monde", en voyant dans l'action occidentale une façon d'imposer leur modèle d'organisation (économie de marché, orthodoxie financière et démocratie libérale) au nom d'intérêts supérieurs
- 4) L'ambiguïté du droit d'ingérence : une multiplication d'opérations face à une absence de textes qui l'encadrent vs. principe d'égalité entre les Etats
- 5) Le rôle des Etats dans un système international où la société interétatique sous-entend une souveraineté régulée
- 6) Une contradiction insurmontable : monde de plus en plus interconnecté (mondialisation) vs. une revendication plus forte de démocratie (égalité, souveraineté)

Tension :  
compétence nationale (gestion environnementale)  
vs. principe de non-ingérence

## La problématique de l'ingérence est un débat majeur au sein des relations internationales (Defarges, 2006)

*“Peut être qualifiée d'ingérence toute action par laquelle l'« extérieur » intervient à l'« intérieur » d'une entité établie (ici, un État).”*

**Un nouvel ordre mondial** : *“Le droit d'ingérence semble être appelé à devenir l'une des composantes majeures de cet ordre juste. La solidarité entre tous les hommes étant reconnue comme un principe suprême, toute tragédie frappant une partie d'entre eux doit mobiliser la communauté internationale et, s'il le faut, ignorer la souveraineté étatique, la priorité étant le sauvetage des hommes.”*

*“L'impératif démocratique légitime le droit de regard de l'extérieur sur l'intérieur. L'État doit rendre compte de sa légitimité devant de nombreuses instances, notamment celles chargées de la défense des droits de l'homme. Cadre souverain au sein duquel se constitue une communauté juridique, l'État n'est plus qu'un instrument, au service des individus et des groupes. Non seulement ces derniers peuvent, pour contraindre leur État, faire appel à l'extérieur mais celui-ci (médias, organisations non gouvernementales, etc.) exerce également une surveillance constante et sourcilleuse sur tous les « intérieurs » étatiques et dénonce immédiatement toute déviation à la règle.”*

- L'ingérence écologique mobilise notamment des contributions dans le domaine du droit (Bachelet, 1995; Geslin, 2012).
- En Relations Internationales, c'est plutôt autour de la notion d'ingérence humanitaire qui se produit un débat au sein des écoles constructiviste et anglaise autour de deux questions (Diez, Bode, da Costa 2011). :

**Est-elle juste ?**

**Est-elle acceptée par l'Etat ?**

- L'ingérence écologique a été mise de côté
- L'avancée de l'Anthropocène requiert la pensée d'un nouveau monde, où l'écologie est le terrain d'une crise (Latour, 2015)
- Le Brésil du président Jair Bolsonaro donne des contours d'un nouveau monde imminent (Corrêa et Magnelli (2020)
- Reprendre les questions des écoles anglaise et constructiviste pour la transposer au domaine environnemental

## 2. OBJETS D'ÉTUDE

### CONTEXTE

Des niveaux records  
de déforestation

Source : Institut National de  
Recherches Spatiales, INPE  
<<http://www.obt.inpe.br/OBT/assuntos/programas/amazonia/prodes>>, consulté le 9 février 2022.

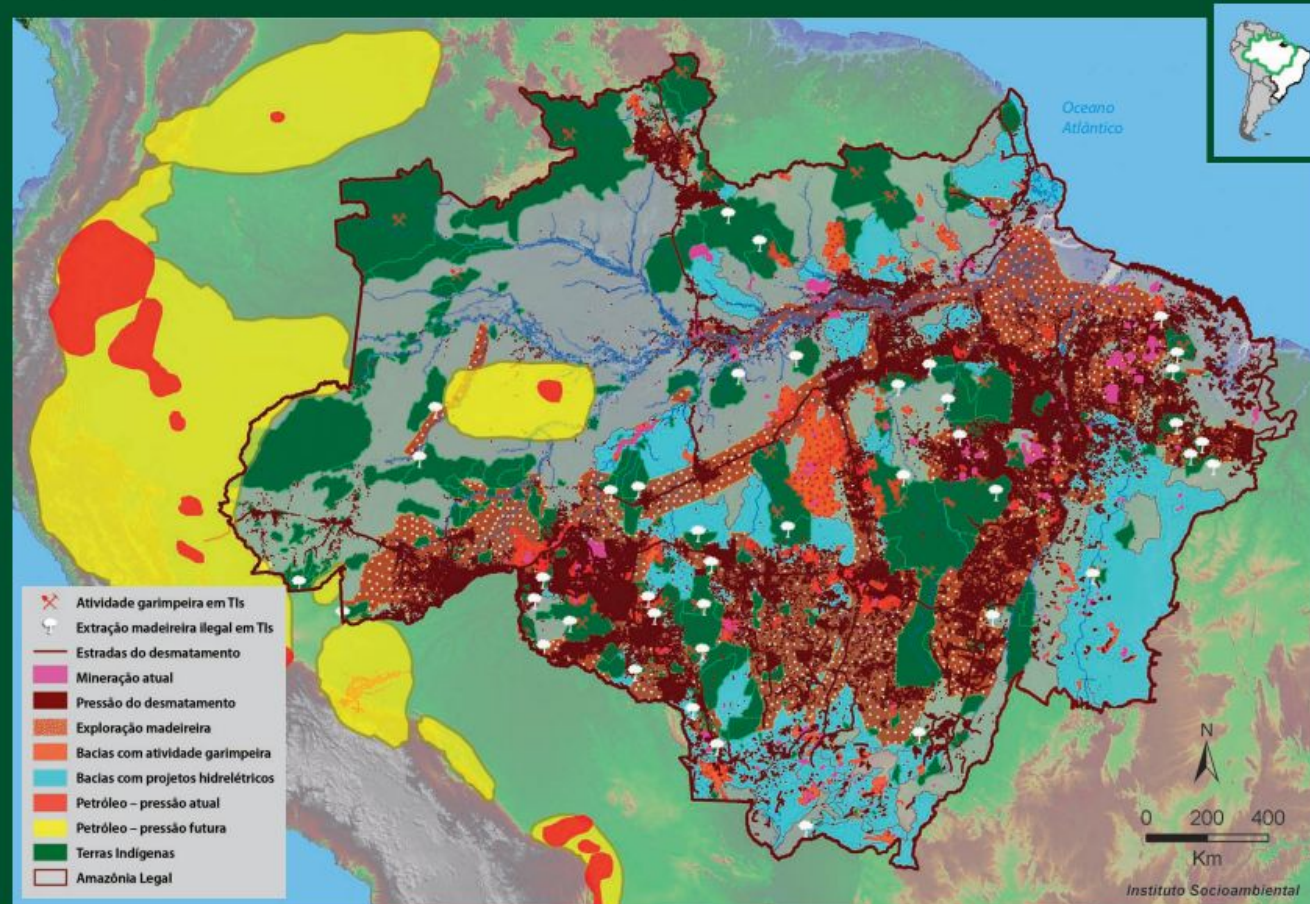
Taxa PRODES Amazônia - 2004 a 2021 (km<sup>2</sup>)

Ano/Estados	AC	AM	AP	MA	MT	PA	RO	RR	TO	AMZ LEGAL
2004	728	1232	46	755	11814	8870	3858	311	158	27772
2005	592	775	33	922	7145	5899	3244	133	271	19014
2006	398	788	30	674	4333	5659	2049	231	124	14286
2007	184	610	39	631	2678	5526	1611	309	63	11651
2008	254	604	100	1271	3258	5607	1136	574	107	12911
2009	167	405	70	828	1049	4281	482	121	61	7464
2010	259	595	53	712	871	3770	435	256	49	7000
2011	280	502	66	396	1120	3008	865	141	40	6418
2012	305	523	27	269	757	1741	773	124	52	4571
2013	221	583	23	403	1139	2346	932	170	74	5891
2014	309	500	31	257	1075	1887	684	219	50	5012
2015	264	712	25	209	1601	2153	1030	156	57	6207
2016	372	1129	17	258	1489	2992	1376	202	58	7893
2017	257	1001	24	265	1561	2433	1243	132	31	6947
2018	444	1045	24	253	1490	2744	1316	195	25	7536
2019	682	1434	32	237	1702	4172	1257	590	23	10129
2020	706	1512	24	336	1779	4899	1273	297	25	10851
2021*	871	2347	39	363	2263	5257	1681	386	28	13235
Var. 2021-2020*	23%	55%	63%	8%	27%	7%	32%	30%	12%	22%

(\* Atualizado em 19/11/21)



Des territoires  
indigènes sous  
pression



## 2. OBJETS D'ÉTUDE

La Cour Pénale Internationale



**Communication under Article 15 of the Rome  
Statute of the  
International Criminal Court**

regarding the

**Commission of Crimes Against Humanity  
against Environmental Dependents and Defenders  
in the Brazilian Legal Amazon  
from January 2019 to present,  
perpetrated by Brazilian President Jair Messias  
Bolsonaro and principal actors of his former or  
current administration**

Submitted in The Hague on October 12, 2021

by

**AllRise**

## 2. Objets d'étude

Le volet environnemental de l'accord de libre-échange associant l'Union européenne et le Mercosur

Le 23 août 2019, le président français Emmanuel Macron, dorénavant favorable sous réserve d'une vérification « indépendante » qu'il mènerait auprès des engagements brésiliens à l'égard du climat et de la biodiversité.

En 2021, Franck Riester à propos des normes environnementales appliquées aux produits de l'Union européenne s'étendent vers ceux issus du Mercosur : « *Il nous faut des moyens de vérifications. Nous voulons des garanties concrètes, tangibles, vérifiables, quantifiables* ».

« J'ai eu une conversation avec le ministre des affaires étrangères et le vice-président du Brésil, responsable du Conseil amazonien, a déclaré Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif de la Commission européenne. Il y a des négociations en cours et je dirai que les réactions des pays du Mercosur sont positives, ils sont prêts à s'engager dans ce travail et prêts à de nouveaux engagements.»

Sources : Euractiv

## 2. Objets d'étude

### L'Alliance pour la préservation des Forêts Tropicales

- « Notre maison brûle toujours. Depuis l'appel du G7 de Biarritz pour sauver l'Amazonie, nous sommes mobilisés pour protéger notre planète. Je salue l'adoption de la Charte de l'Alliance pour la préservation des forêts tropicales. Accélérons ! (Macron 2020)».
- L'Amazonie y est mise en avant par le biais d'une contribution française au projet de l'ONG de conservation internationale intitulée « Our Future Forests », qui « consiste à renforcer la gestion territoriale de la forêt amazonienne en s'appuyant sur les populations autochtones, notamment via des systèmes de suivi, le renforcement de capacités et le développement d'aires protégées (*Charte de l'Alliance pour la préservation des forêts tropicales* 2020)».
- Appui financier aux peuples autochtones amazoniens touchés par la crise du COVID-19, d'un montant de 5 millions d'euros versés aux collectivités locales brésiliennes et la Rainforest Foundation

# Hypothèses

1) A democratic ecological intervention takes place ;

2) The possible ecological intervention is relatively just considering a climate justice point of view. It could be unjust when considered the asymmetry between North contribution to climate change when ecological intervention is played by it against South, less historically responsible. It should be also considered as unjust when we regard economic asymmetry between It could be considered as just when considered the extent of attacks to human and environmental rights, such as crimes against humanity and ecocide ;

3) State (the Brazilian one) does not accept ecological interference in a global extent, and when it does, due to economic issues, it has then very little margin to have the right to not accepting ;

4) ecological intervention reveals the erosion of principle of non-intervention face to Anthropocene advance and awareness, reducing the sovereignty of States and transforming the understanding of democracy in the international system ;

5) A just ecological intervention reinforces solidarists, whereas an unjust one strengthens pluralists ;

6) The concept of intervention has been strongly relativised by environmental issues and Anthropocene.